

L'ancien président de la Bolivie condamne une résolution du Parlement européen



La Paz, 30 avril (RHC) Evo Morales, ancien président de la Bolivie et dirigeant du Mouvements vers le Socialisme, a dénoncé aujourd'hui la motion adoptée par le Parlement européen en faveur de la libération de l'ancienne présidente de facto Jeanine Áñez.

L'extrême droite du Parlement européen confirme par sa résolution sa complicité avec le coup d'État et elle demande clairement l'impunité et l'oubli des morts de Sacaba (Cochabamba) et Senkata (El Alto, La Paz), a dénoncé Morales sur Twitter.

Le peuple bolivien a de la mémoire et de la dignité, la justice doit remplir son rôle constitutionnel, a rappelé Morales, qui a été le président de la Bolivie de 2006 à novembre 2019 quand il a été contraint de démissionner, par un coup d'État qui a abouti à un gouvernement de facto dirigé par Añez.

Après avoir entendu la veille une réunion des députés de l'Union européenne (UE) pour examiner la question, le dirigeant a qualifié l'initiative d'interventionniste et il a signalé qu'elle favorise l'impunité des exactions commises contre des victimes et des violations graves des droits de l'homme.

La résolution adoptée ce jeudi, qui pose un cadre de 'justice transparente et impartiale' pour faire la lumière sur les événements, a recueilli le vote favorable de 396 membres de cet organe, le rejet de 267 et 28 abstentions.

Les membres du Parlement européen qui prétendent mettre en cause la Bolivie à la demande de secteurs de l'opposition, n'ont ni la capacité ni la compétence légale de sanctionner quoi que ce soit, a d'abord averti aux médias boliviens le législateur Manu Pineda, du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique.

Le député espagnol Javi López, du groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, a exclu que cette instance puisse imposer des mesures.

Dans ce contexte, l'intérêt de l'UE est de travailler avec la Bolivie en coopérant dans le domaine de la santé avec les vaccins anti-Covid-19 et dans le domaine économique, a-t-il souligné.

Le parquet de cette nation enquête sur une affaire de coup d'État et sur la base de laquelle Añez a été placée en détention préventive le 17 mars dernier pour six mois, en plus des anciens-ministres Álvaro Coímbra, de la Justice, et Rodrigo Guzmán, de l'Énergie, tous accusés de sédition, de complot et de terrorisme.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/255813-lancien-president-de-la-bolivie-condamne-une-resolution-du-parlement-europeen>



Radio Habana Cuba